

Transition Bas Carbone - Côte d'Ivoire

Expert.e technique auprès du Ministère de l'Environnement et du Développement Durable – Spécialiste MRV

L'Accord de Paris, en tant que nouvel instrument universel de mise en œuvre de la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC), s'est fixé comme objectif de limiter l'augmentation du réchauffement à 2°C, voire 1,5°C à l'horizon 2100.

A l'instar des autres parties de la CCNUCC, la Côte d'Ivoire a présenté ses engagements climatiques sous la forme d'une Contribution déterminée au niveau national (CDN) dans laquelle le pays s'était engagé à réduire de 28,5% ses émissions de gaz à effet de serre (GES) d'ici 2030. Comme le prévoit l'Accord de Paris, cet objectif a été revu à la hausse dans la version révisée de la CDN ivoirienne en date de mai 2022. La Côte d'Ivoire s'engage ainsi à réduire ses émissions de GES de 30,41% d'ici 2030 par rapport à un scénario de référence. Par ailleurs, alors que la Côte d'Ivoire figure parmi les pays les plus vulnérables au changement climatique et que les manifestations de ce climat changeant (hausse des températures, baisse de la pluviométrie, périodes sèches plus intenses, élévation du niveau de la mer) devraient s'intensifier dans les prochaines années, et priorise également des secteurs clés pour lesquels des mesures d'adaptation au dérèglement climatique doivent être menées (agriculture, forêts et utilisation des terres, ressources en eau, santé et zones côtières).

La CDN oriente ainsi les changements nécessaires vers une transition sobre en carbone et résiliente au changement climatique. Les actions et mesures qui composent la CDN ivoirienne concernent les principaux secteurs économiques du pays, en passant par les forêts, l'agriculture, l'énergie, et les déchets, et supposent une mobilisation de l'ensemble des acteurs institutionnels nationaux, entités infranationales, secteur privé, société civile et médias.

Description du projet

Dans le cadre d'une délégation de fonds de l'Union européenne, Expertise France met en œuvre un projet d'accompagnement du renouvellement et de la mise en œuvre des engagements climatiques de la Côte d'Ivoire, depuis janvier 2023.

Ce projet d'une durée de 4 ans d'un budget total de 5,9 millions d'euros vise à : rehausser la performance climatique de la Côte d'Ivoire, en accompagnant le Gouvernement ivoirien dans la mise en œuvre et le suivi de ses engagements climatiques (tant d'atténuation que d'adaptation) selon une approche participative et inclusive (objectif spécifique du projet).

Pour ce faire, le projet contribuera à l'atteinte de trois principaux résultats :

- Le suivi de la mise en œuvre de la CDN et son rapportage sont coordonnés par le MINEDD. (création d'une structure interministérielle Climat centralisation des mécanismes de MRV, révision de la CDN – listes des activités non exhaustive)
- Le stratégie nationale Climat est déclinée et intégrée dans des politiques nationales transversales et sectorielles. (renforcement des capacités de points focaux sectoriels et de parlementaires, financement d'études de préfaisabilités– listes des activités non exhaustive)

- Les enjeux liés aux changements climatiques sont davantage connus par les acteurs non étatiques (cycles de formations pour des acteurs clés, financement d’initiatives de la société civile – listes des activités non exhaustive)

En effet, le projet ambitionne de contribuer aux objectifs décrits précédemment en intervenant non seulement auprès des acteurs institutionnels mais aussi auprès des acteurs politiques et non étatiques afin de favoriser un portage plus large des engagements climatiques de la Côte d’Ivoire et une meilleure appropriation du sujet par toutes les parties prenantes nationales.

Description de la mission

Le poste consiste principalement à apporter une assistance technique au MINEDD dans le cadre du développement puis de la coordination de la mise en œuvre d’un système national de MRV, centralisé au MINEDD. Ce système national MRV doit servir au suivi de la mise en œuvre des CDN de la Côte d’Ivoire à travers la consolidation des informations relatives aux émissions de GES, au suivi des mesures d’atténuation et d’adaptation aux changements climatiques ainsi qu’au suivi du financement de l’action climatique.

Les tâches spécifiques sont les suivantes :

Appui à la mise en place et à la coordination de la mise en œuvre d’un Système National MRV

- L’expert.e technique accompagnera le processus de mise en place formelle d’un Système National MRV. Plusieurs initiatives visant à construire un système MRV national existent, mais cette structure n’est pas encore mise en place ni fonctionnelle et les arbitrages n’ont pas été faits concernant les contours définitifs du SN-MRV. Il s’agira donc d’accompagner le processus qui permettra d’aboutir à cette mise en place, en lien avec les autres structures intervenant sur ce sujet, et avec le futur opérateur qui sera recruté dans le cadre du Projet ;
- L’expert.e technique appuiera le MINEDD dans la **coordination de la mise en œuvre du SN-MRV**. En effet, ce SN-MRV disposera d’une architecture comportant plusieurs « modules » pour chacun desquels, plusieurs intervenants et partenaires seront mobilisés. Le fonctionnement global du SN-MRV demandera donc un important travail de coordination entre l’ensemble des intervenants et partenaires des différents modules composant le SN-MRV afin de s’assurer à la fois une production de données performante et une bonne consolidation de ces données au niveau central (MINEDD). L’expert.e technique appuiera notamment le MINEDD dans **la bonne réalisation des arrangements institutionnels** nécessaires pour la collecte et la remontée des données des structures détentrices jusqu’au SN-MRV ;
- L’expert.e technique interviendra **en appui au niveau des différents modules du SN-MRV** pour s’assurer que les méthodologies spécifiques mises en place au niveau de chaque module correspondent bien aux attentes de la part du MINEDD sur la complétude et la qualité des données qui doivent lui permettre de suivre la mise en œuvre des CDN. Il.elle interviendra également dans **la consolidation au niveau national des données transmises** par chaque module. Il est possible, en fonction de l’analyse des gaps actuels, que le Projet soit amené à travailler plus spécifiquement sur un module spécifique du SN-MRV ; dans ce cas, l’expert.e technique apportera également son expertise pour le développement et la mise en œuvre de ces modules (définition des données à collecter, identification des détenteurs des informations,

modalités de collecte, méthodologie de calculs, arrangements institutionnels, analyses coûts / qualité des données, etc...) ;

- L'expert.e technique devra appuyer le MINEDD en garantissant que les démarches développées permettent au Gouvernement de respecter les engagements pris au titre de l'Accord de Paris, et notamment au titre de son article 13 ;
- De façon générale, l'expert.e technique **appuiera le MINEDD dans l'établissement et le maintien d'un système MRV centralisé et efficace** qui permet une surveillance continue, des rapports réguliers et une vérification des émissions de GES. Cela pourra comprendre la mise en œuvre de mécanismes de collecte de données, la compilation des informations sous un format standardisé, la conception de modèles de rapports et la coordination avec les intervenants concernés pour assurer la conformité aux exigences nationales et internationales en matière de rapports et la revue et l'analyse périodique assurant la fiabilité des données.
- De façon générale, l'expert.e technique assurera le suivi et appuiera le MINEDD et le chef de Projet Expertise France dans **le pilotage et la coordination des actions de l'opérateur** qui sera retenu pour mettre en œuvre l'ensemble des actions nécessaires qui seront identifiées pour atteindre les objectifs du Projet sur la question du Système National. En cela, il assurera la bonne articulation et synergie entre les différentes structures impliquées dans le cadre du Projet ;
- L'expert.e technique appuiera le MINEDD dans **l'élaboration d'une matrice des risques** du SN-MRV et dans la gestion opérationnelle de ces risques pour garantir le meilleur fonctionnement possible du SN-MRV et ainsi contribuer à favoriser une déclaration exacte et transparente des émissions, contribuant ainsi à des processus décisionnels éclairés et à l'élaboration de stratégies efficaces d'atténuation et d'adaptation aux changements climatiques. Parmi les différents risques, celui d'une pérennité non assurée étant important, l'expert.e technique appuiera particulièrement le MINEDD selon une démarche visant à sa pérennité

Renforcement des capacités et formation :

- À titre d'expert en la matière, le spécialiste fournira de la formation (ou le cas échéant accompagnera des formations) et du soutien en matière de renforcement des capacités aux intervenants pertinents qui participent à la production de rapports sur les différents thèmes du SN-MRV et particulièrement sur les émissions et stocks de GES. Cela pourra concerner les représentants du gouvernement, les fournisseurs de données et le personnel technique pour améliorer leur compréhension des concepts, des méthodologies et des obligations en matière de déclaration des stocks de GES.

Veille méthodologique, technique et partenariale

- L'expert.e technique devra s'assurer d'une amélioration continue des méthodes d'estimation des émissions est essentielle pour produire des rapports exacts. Pour ce faire il.elle devra participer activement à la recherche et se tenir au courant des derniers développements dans les méthodologies d'inventaire des GES, en veillant à l'adoption de pratiques exemplaires et en s'alignant sur les normes internationales.
- L'expert.e technique devra s'informer en permanence des développements des autres pays de la région et des initiatives régionales (CEDEAO) sur la question des MRV afin de s'assurer que la Côte d'Ivoire soit le pays à la pointe de ces questions dans la région ;

- L'expert.e technique devra s'assurer d'être en permanence informé des différentes initiatives développées en Côte d'Ivoire sur les questions de MRV, y compris au niveau local. Il.elle devra ainsi rester en contact avec l'ensemble des intervenants afin d'assurer son appui à la coordination ;

Positionnement du poste :

- L'expert.e technique travaillera en lien direct opérationnel avec le Coordinateur National du projet au niveau de la DLCC du MINEDD et en lien hiérarchique avec le Chef du projet Transition Bas Carbone d'Expertise France ;
- Les missions du poste impliquent une bonne coordination avec les autres directions compétentes du MINEDD ainsi que les autres ministères sectoriels concernés et leurs partenaires ;

Profil souhaité

Formation

Au moins une maîtrise/ master (BAC +5) en sciences de l'environnement, en gestion des ressources naturelles, en sciences sociales ou dans des domaines connexes

Expérience

- Un minimum de 5 ans d'expérience dans le domaine des politiques publiques dans le cadre de la lutte contre le changement climatique
- Compréhension des processus de politique stratégique de la Côte d'Ivoire, en particulier la politique nationale sur le changement climatique et les contributions déterminées au niveau national, entre autres.
- Expérience de la collaboration avec les institutions/gouvernement ivoiriens et les partenaires du développement sur les politiques relatives aux changements climatiques et les politiques environnementales sur le MRV des mesures climatiques.
- La connaissance de la préparation et des processus des communications nationales, des rapports biennaux de mise à jour, des mesures d'atténuation appropriées à l'échelle nationale, des contributions déterminées à l'échelle nationale est un atout.

Compétences

- Excellentes aptitudes de communication et capacité d'exprimer des idées de façon claire, concise et efficace, tant à l'oral qu'à l'écrit.
- Connaissance des applications des technologies de l'information et des communications (TIC) (Excel et autres outils analytiques) et autres applications.
- Excellentes compétences de communication orale et écrite en anglais.
- Compréhension démontrée des estimations des émissions de GES.

- Maîtrise du français écrit et parlé.

Informations complémentaires

Curriculum vitae (CV)

Lettre de motivation mentionnant au moins 2 références

Durée du contrat sur la durée du Projet soit jusqu'en décembre 2026

Prise de poste attendue pour septembre 2023